

**Réponse de Géométhane à la consultation publique  
de la Commission de régulation de l'énergie du 21 décembre 2017  
relative à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers aux stockages  
souterrains de gaz naturel en France**

*Préambule : Géométhane est le propriétaire et l'opérateur du site de stockage souterrain de gaz naturel en cavités salines situé à Manosque, dans le département des Alpes de Haute Provence (04). Les capacités du site sont commercialisées par Storengy au sein du Groupement Saline rattaché à la zone Sud de GRTgaz. En conséquence, la réponse de Géométhane ne traite pas les questions liées à la commercialisation (questions 16 à 37)*

**SYNTHESE**

A l'occasion de la présente consultation publique, Géométhane attire particulièrement l'attention de la CRE sur les points suivants :

- Concernant les modalités de calcul et les niveaux de BAR :
  - Géométhane approuve le principe général de calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type « coûts courants économiques »,
  - mais considère que l'horizon 2260 demeure la durée de vie de référence à retenir pour valoriser la BAR initiale du gaz coussin et pour amortir cet actif dans le futur.
  - A défaut, Géométhane recommande pour les amortissements passés que soit retenue une durée qui ne soit pas inférieure à 100 ans ou 120 ans, pour correspondre à la réalité des durées de vie industrielles déjà constatées pour les plus anciens stockages.
- Le dispositif tel que décrit dans la Consultation Publique, fait peser un risque réglementaire important sur le périmètre régulé pour les opérateurs de stockage et ne leur donne donc pas une visibilité suffisante pour planifier les investissements nécessaires au développement ou au maintien des performances de leur parc. Pour pallier ce manque de visibilité, Géométhane estime qu'il est nécessaire de prévoir un mécanisme de couverture des coûts de sortie d'actifs du périmètre (actifs en service ou en développement) via le Revenu Autorisé.
- Géométhane rappelle qu'un niveau de revenu suffisant pour les opérateurs de stockage est nécessaire afin de leur permettre d'investir durablement dans le développement et le maintien des performances des stockages. Ce point est particulièrement important pour Géométhane dont le stockage est vieillissant et qui a prévu de mener à terme son projet « Phase II » (inscrit dans la PPE) pour moderniser et rationaliser son site et en améliorer les performances.

**CADRE DE REGULATION TARIFAIRE*****Question 1 Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?***

Géométhane est favorable aux principes généraux présentés par la CRE pour définir le cadre de régulation, dans la mesure où ceux-ci sont cohérents avec les principes suivis pour l'entrée en régulation des autres infrastructures gazières, notamment le transport et les terminaux méthaniers. Géométhane approuve en particulier le calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type « coûts courants économiques » dont les principes essentiels ont été arrêtés par la Commission Hourri.

Géométhane souligne que le document de consultation publique liste l'ensemble des actifs de stockage concernés par l'entrée en régulation et notamment les projets en développement. Géométhane s'interroge cependant sur l'absence de garantie quant à la pérennité du périmètre dans le temps, celui-ci étant supposé calé sur les programmations pluriannuelles de l'énergie successives. Le dispositif tel que décrit dans la Consultation Publique fait ainsi peser un risque réglementaire important sur les opérateurs de stockage et ne leur donne pas une visibilité suffisante pour planifier les investissements nécessaires au développement ou au maintien des performances de leur parc. Pour pallier ce manque de visibilité, Géométhane estime qu'il est nécessaire de prévoir un mécanisme de couverture des coûts de sortie d'actifs du périmètre (actifs en service ou en développement) via le Revenu Autorisé.

Géométhane souligne également que le dispositif de régulation devra être complété en cas de mise en œuvre d'un filet de sécurité qui induira des coûts supplémentaires pour les opérateurs de stockage.

***Question 2 Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?***

Géométhane est favorable à l'introduction d'un mécanisme de CRCP pour régulariser a posteriori les écarts entre réel et prévisionnel pour les charges et les produits, avec un mécanisme « at cost » (régularisation à l'euro l'euro).

Géométhane émet quelques observations sur le contenu du CRCP et ses modalités de calcul, qui sont détaillées dans le cadre de la question 4.

***Question 3 Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?***

Géométhane estime qu'une durée de deux ans est courte et réduit la visibilité des opérateurs de stockage sur les conditions économiques dans lesquelles ils seront amenés à exploiter leurs actifs au-delà des deux premières années ainsi que celles dans lesquelles ils seront amenés à planifier leurs investissements de long terme.

Dans sa demande tarifaire, Géométhane proposait une durée de 5 ans pour les périodes tarifaires, à l'exception de la première période tarifaire (ATS1) qui aurait eu une durée de six ans, ceci afin de se caler sur la périodicité des PPE (2019 - 2023).

Si une première période courte de régulation devait être retenue par la CRE, seules les CNE devraient être revues et non les autres paramètres structurants de la régulation.

**Question 4 Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?**

Géométhane est favorable à l'introduction d'un mécanisme de CRCP pour régulariser a posteriori les écarts entre réel et prévisionnel pour les charges et les produits, avec un mécanisme « at cost (régularisation à l'euro l'euro) ».

Géométhane considère en revanche que la limite de +/- 5% est trop faible pour intégrer les ajustements liés aux potentiels achats-ventes de gaz qui pourraient être effectués par les opérateurs de stockage dans le cadre du dispositif à l'étude de filet de sécurité (Géométhane envisage de confier ces opérations d'achats-ventes de gaz à Storengy). Par ailleurs, étant donné le poids des investissements de développement dans le revenu de Géométhane, **le GIE propose que cette limite soit élargie à +/- 10% ou bien que la limite des +/-5% ne s'applique qu'aux charges nettes d'exploitation, aux charges de capital normatives et aux recettes de commercialisation des capacités de stockage** (recettes qui seraient générées après les enchères et donc non intégrées au calcul de la compensation) **et à l'exclusion des achats-ventes effectués dans le cadre du filet de sécurité.**

Par ailleurs, Géométhane s'interroge sur l'apurement du CRCP en fin de période de régulation en cas d'écèlement et propose que soit précisé le fait que le CRCP qui n'aurait pas été apuré en fin de période serait transféré sur la période de régulation suivante.

**Question 5 Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

Les capacités de Géométhane sont commercialisées par Storengy. Géométhane soutient toutefois le principe d'une régulation incitative, qui viendrait rémunérer la performance des stockages.

**REVENU AUTORISE****Question 6 Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

Géométhane approuve le principe général d'un calcul de la BAR fondé sur une méthodologie de type «coûts courants économiques», avec comme base de calcul les valeurs brutes telles qu'elles figurent dans la comptabilité de chacun des opérateurs, à l'exception de cas de figure spécifiques, comme celui de Géométhane - GIE issu d'un traité d'apports - pour lequel il a été possible de retrouver les valeurs brutes historiques de certains actifs dans la comptabilité des apporteurs.

Pour la BAR initiale des installations techniques, Géométhane considère ainsi que la prise en compte des valeurs brutes historiques - quand elles sont disponibles - conduit à une valeur plus exacte et plus proche d'une valeur économique des actifs, fondement de la méthode Houri.

Pour la BAR initiale du gaz coussin, Géométhane considère que **la méthode proposée par la CRE**, fondée sur un ratio comptable, s'écarte de la méthode instaurée par la Commission Houri, car elle **ne permet pas de calculer une valeur nette économique**, puisqu'elle s'affranchit de la durée de vie économique du gaz coussin.

Géométhane réaffirme la pertinence des valeurs brutes utilisées et d'un horizon économique à 2260 et considère ainsi que les niveaux de BAR proposés par la CRE pour le gaz coussin et les installations techniques sont trop faibles et ne reflètent pas la valeur économique de ses actifs.

**Durée d'amortissement du gaz coussin :**

Dans la perspective d'un calcul de valeur nette économique, la durée d'amortissement à prendre en compte pour le calcul de la BAR initiale doit refléter **la durée de vie économique des actifs** et non les durées d'amortissement comptables considérées par le passé par les opérateurs.

**La durée de vie économique considérée par Géométhane pour le calcul de la BAR initiale du gaz coussin est fondée sur l'horizon 2260 qui correspond à l'horizon d'extinction des ressources mondiales de gaz naturel selon l'AIE (World Energy Outlook de 2011<sup>1</sup>).** Jusqu'à cet horizon, le système aura donc besoin des sites de stockage, les installations techniques seront bien sûr renouvelées au fur et à mesure de leur obsolescence, à l'inverse du gaz coussin qui restera le même.

**Question 7 Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Si la CRE venait à considérer que l'application d'un horizon 2260 pour valoriser la BAR initiale du gaz coussin conditionne des niveaux de BAR initiaux trop importants pour les opérateurs de stockage, Géométhane propose de s'appuyer sur l'observation des durées de vie industrielles déjà constatées à ce jour :

- 120 ans correspond à la durée d'exploitation minimum anticipée pour les stockages les plus anciens et toujours en exploitation, sans aucun renouvellement du gaz coussin.

<sup>1</sup> Dans le World Energy Outlook de 2011, l'AIE calcule ainsi une durée de vie des ressources de 250 ans sur la base d'une consommation annuelle 2010, en intégrant en particulier l'impact de l'arrivée des gaz non conventionnels et de leur exploitation, ce qui a eu pour effet de repousser significativement l'horizon d'extinction des ressources.

*Exemple: capacité de Zoar aux Etats-Unis (NY), champ de gaz déplété converti en stockage en 1916 et aujourd'hui âgé de 101 ans. L'exploitation de ce site est toujours prévue pour les 20 prochaines années.*

- 100 ans correspond à la durée de concession des stockages en France avec l'hypothèse de deux renouvellements successifs de 25 ans (conformément aux textes en vigueur). Aucun renouvellement du gaz coussin initialement injecté n'est alors effectué.

**Géométhane propose donc à la CRE de retenir, pour le passé, un calcul de la BAR utilisant une durée d'amortissement d'au minimum 100 à 120 ans, durée qui se justifie d'un point de vue industriel.**

***Question 8 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?***

**Géométhane a formulé la demande d'un taux de rémunération de 7,5%, soit 225 points de base au-dessus du taux des activités de transport.** Cette prime traduit en effet les risques inhérents à l'activité de stockage, et notamment :

- **Le risque de substituabilité** lié à l'existence de moyens alternatifs de modulation que sont les terminaux méthaniens, les réseaux de transport en France et en Europe et les marchés de court terme (spot ou à terme) ;
- **Les risques techniques et géologiques** propres à l'activité stockage (notamment pour ce qui concerne Géométhane le phénomène de fluage qui réduit légèrement chaque année la capacité des stockages salins) ;
- **Les risques réglementaires** propres à toute nouvelle régulation (incertitudes sur l'interprétation des dispositions applicables et sur leurs modalités d'application, risque d'ajustements à venir, ...).

**Cette prime traduit également la spécificité de Géométhane, par rapport aux autres gestionnaires d'infrastructures, de ne posséder qu'un seul site de stockage (absence de foisonnement sur les risques).**

**En revanche, cette prime de 250 bps demandée par Géométhane ne permet pas de couvrir le risque réglementaire lié au périmètre potentiellement variable des actifs régulés, en fonction du contenu des prochaines PPE.**

Par ailleurs, compte-tenu de la localisation de son stockage dans une zone très sensible en matière d'approvisionnement, Géométhane considère que sa demande d'une rémunération bonifiée de 150 points de base pour les actifs de la phase II qui seraient mis en service est justifiée.

La rémunération des nouveaux investissements est un point particulièrement important pour Géométhane dont le stockage est vieillissant et qui a prévu de mener à terme son projet « Phase II » (inscrit dans la PPE) pour moderniser et rationaliser son site et en améliorer les performances.

***Question 9 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?***

Les fourchettes de charges de capital dépendent, de par leur définition, de la BAR, du taux de rémunération de la BAR et de l'amortissement de la BAR.

Géométhane a indiqué dans ses réponses aux questions 6 à 8 les raisons qui l'amène à considérer que les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE sont trop faibles.

***Question 10 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?***

Géométhane est favorable aux valeurs retenues par la CRE pour les charges nettes d'exploitation de Géométhane.

***Question 11 Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?***

Géométhane souligne que les fourchettes de revenus envisagées par la CRE sont significativement en-dessous de l'historique de Géométhane depuis sa création (revenu moyen de 44 M€ sur la période 2009-2016). Elles correspondent en effet à une diminution de 5% à 11% par rapport à ce chiffre historique.

De plus, Géométhane souligne qu'il est nécessaire de fixer un niveau de revenu suffisant pour les opérateurs de stockage afin de leur permettre d'investir pour la modernisation, l'adaptation aux attentes du marché, le développement et le maintien des performances des stockages.

**MODALITES DE COLLECTE AUPRES DES UTILISATEURS DES RESEAUX DE TRANSPORT**

***Question 15 Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?***

Géométhane est favorable à la proposition de GRTgaz prévoyant que chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage, mensuellement en fonction du prorata de compensation annuelle devant être perçu par chaque opérateur de stockage.

Comme l'indique la CRE, Géométhane estime que le reversement de la compensation par les GRT doit être effectué au plus tard en début de mois M+2 afin de limiter au maximum le délai de décalage de trésorerie qui sera supporté par les opérateurs de stockage. Ce délai génèrera un déficit de trésorerie structurel avec un coût de BFR perpétuel à couvrir par le revenu autorisé de l'opérateur de stockage.